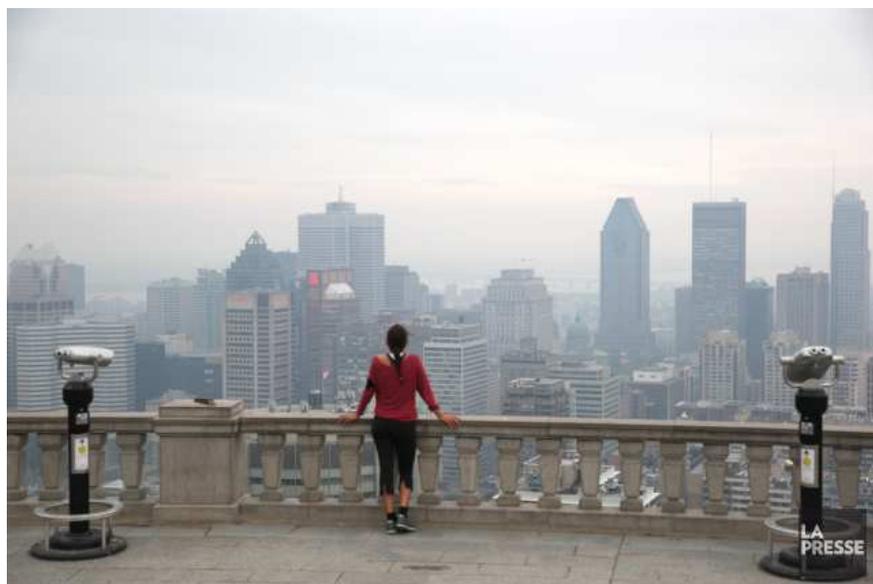


publicitenule

Publié le 10 novembre 2013 à 08h58 | Mis à jour le 10 novembre 2013 à 13h19

## Le Canada sera épié par les écologistes



Le smog à Montréal l'été dernier.  
Photo David Boily, La Presse

La Presse Canadienne VARSOVIE, Pologne  
Une délégation de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) est à Varsovie, en Pologne, pour assister à la 19e Conférence sur le climat organisée par les Nations unies.

Cette rencontre, qui se déroulera du 11 au 22 novembre, constitue une première étape afin de conclure un nouvel accord international sur les changements climatiques, qui doit être signé en 2015 à Paris.

Bien qu'aucune décision majeure ne soit attendue de cette conférence - qui se déroulera pendant deux semaines au stade national à Cracovie -, les progrès qui y

seront réalisés pourraient donner un indice sur les chances de conclure un accord en 2015. Il s'agira, après le sommet de Copenhague, en 2009, de la prochaine année charnière dans les discussions sur la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

En septembre, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a déclaré avec plus de certitude que jamais que les humains contribuaient bel et bien au réchauffement de la planète, surtout en raison des émissions de gaz à effet de serre (GES) générés par la consommation de pétrole, charbon et gaz.

Le groupe a aussi relevé ses prévisions de hausse du niveau de la mer et prévenu que la calotte glaciaire de l'Arctique disparaîtrait pratiquement pendant la saison estivale si rien n'est fait d'ici 2050 pour enrayer les émissions de GES.

De leur côté, les membres de l'AQLPA entendent porter une attention particulière à la position canadienne à cette conférence.

Le directeur climat-énergie de l'organisme et chef de la délégation, Alain Brunel, espère que le Canada sortira du «camp des voyous environnementaux», selon ses propres dires.

Pour ce faire, il estime que le Canada doit s'engager à éliminer les subventions à l'industrie des énergies fossiles, et à adopter un plan de transition vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il demande également à ce que le gouvernement canadien instaure un marché du carbone et une taxe carbone pour tout le pays. M. Brunel ajoute qu'Ottawa doit aussi établir des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre à court terme et planifier l'élimination des GES à plus long terme.

Alain Brunel rappelle que le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a mis en lumière l'importance capitale de conclure des négociations fructueuses. Il note que le rapport a signalé que pour avoir une chance de limiter la hausse de la température globale à 2 degrés Celsius, seuil considéré comme maximum pour empêcher des perturbations dangereuses du système climatique, il faudrait réduire les émissions globales de GES à moins de la moitié de ce qu'elles étaient en 2010, et ce d'ici 2050.

Il reste que la communauté internationale ne s'entend pas sur la part de responsabilité qui incombe à chacun et un nouveau bras de fer se dessine à Cracovie. Plusieurs estiment que les États-Unis devraient en faire davantage pour diminuer leurs émissions de GES, tandis que d'autres pointent du doigt le plus grand consommateur de charbon au monde, la Chine.

Pékin argue que la responsabilité de la pollution atmosphérique revient à l'Occident, notamment depuis la révolution industrielle en Grande-Bretagne, au 18e siècle. Cet argument tend toutefois à s'essouffler, les émissions provenant de la Chine atteignant des proportions records depuis quelques années.

